

# écco



EDITION FRANCAISE

*ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP10, Buenos Aires, décembre 2004.*

## L'Arabie Saoudite est-il un pays pauvre en développement ?

La semaine dernière, des témoins de certaines communautés les plus pauvres du monde ont raconté comment ils faisaient face aux impacts du changement climatique, tandis que les "témoins" de l'Arabie Saoudite racontaient comment ils faisaient face à un impact possible sur les mesures de riposte. Cela ressemble à une rime !!

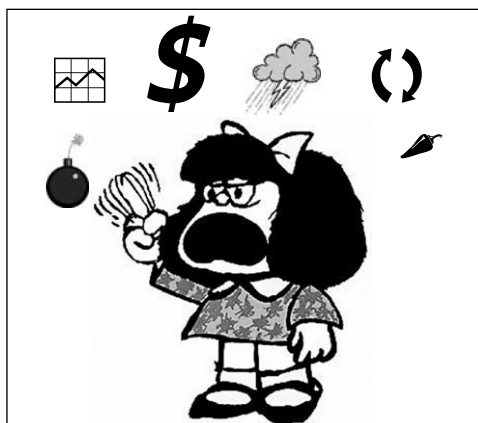
Mais, ces deux situations donnent-elles le même vers ? Fermez le yeux et imaginez un monde où l'industrie ne demanderait plus de pétrole. Prenez alors une profonde respiration et imaginez un monde où une communauté n'a pas les ressources pour investir dans sa sécurité alimentaire. Sont-ils réellement comparables ?

En tant que membre du G77 et la Chine, l'Arabie Saoudite (AS) a le privilège d'être appelé "Pays en Développement". Cependant, ses caractéristiques ne collent pas avec la majorité des membres de ce groupe. L'AS a un niveau sur-proportionné d'émissions d'environ 14 tonnes de CO<sub>2</sub> par an et par habitant, comparé à la moyenne de l'OCDE de 11 tCO<sub>2</sub> par habi-

tant et du niveau très bas de pays du "Club Kyoto" comme la Roumanie, la Pologne et le Portugal qui varie de 4 à 7 tCO<sub>2</sub> par habitant. Si évidemment on regarde les niveaux des pays les moins avancés (PMA) comme la Tanzanie, le Kenya et le Sénégal qui ont entre 0,1 et 0,4 tCO<sub>2</sub>/hab, on voit alors la véritable absurdité des arguments de l'Arabie Saoudite.

Cependant, on pourrait aussi avancer (si l'on était l'AS), que nonobstant d'être relativement un gros émetteur, un pays pourrait toujours être pauvre et avoir besoin d'une période de transition vers l'énergie propre du futur comme l'Afrique du Sud qui est dépendante du charbon. Est-ce vraiment le cas de l'Arabie Saoudite ?

L'Arabie Saoudite a un PIB par habitant (en partie de pouvoir d'achat, PPA) d'environ 11 000 \$US, soit environ 60% de la moyenne mondiale. Ce pays se situe au même rang que des pays industrialisés comme la République Tchèque, la Hongrie, et bien au-delà de celui de la Pologne et que la presque totalité des pays de l'Europe de l'Est. Les trois pays africains mentionnés plus haut, qui appartiennent au groupe des PMA, ont un PIB (en PPA) équivalent à 5 à 13% de celui de l'Arabie Saoudite, ce qui en dit long sur la solidité économique de ces pays. Pas vraiment la même situation que l'Arabie saoudite en somme ! L'Arabie Saoudite profite pleinement de la flambée des cours du pétrole. Elle produit environ un tiers du pétrole de l'OPEP, et détient environ 40 % des réserves du consortium (... Suite au verso)



## Un rendez-vous manqué : les Etats-Unis frappent encore

Le rapport intitulé "le changement climatique en Arctique et ses impacts", proposé par les Etats membres du Conseil de l'Arctique (Etats-Unis, Canada, Russie, Finlande, Suède, Danemark, Groenland et Iles Féroé) a été présenté en Island le 8 novembre dernier. Malgré les conclusions alarmantes, le Conseil des Ministres de l'Arctique est resté sans réaction lors de la rencontre qui a eu lieu à Reykjavík le 24 novembre. Une fois de plus, l'attitude des Etats-Unis sur la science, la politique et les réponses au changement climatique a été absurde, immorale et illégitime.

Suite à des pressions Etats-Uniennes, aucune décision n'a donc été prise par les ministres concernant des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis n'ont pas non plus subi de pression pour faire face à leur responsabilité sur les menaces imminentes qui pèsent sur la région Arctique. Le rapport prévoit ainsi que dans le siècle prochain, la température hivernale augmente de 10°C dans cette région, ce qui conduirait à une hausse du niveau de la mer et à la disparition d'espèces comme les ours polaires. De tels changements de températures affecteraient aussi les courants marins. Le rapport met en avant que les changements météorologiques liés aux émissions de gaz à effet de serre, et particulièrement à l'utilisation de pétrole, de gaz et de charbon « sont maintenant plus importants que nulle part ailleurs dans le monde »

(... Suite au verso)

(...Suite de l'article "Un rendez-vous manqué : les Etats-Unis frappent encore", recto)

Bizarrement le 24 novembre, la Ministre de l'Environnement Suédois, Lena Sommestad, a fait part de sa satisfaction à l'issue de la rencontre, en déclarant que les Ministres "sont parvenus à un accord avec les Etats-Unis", et la déclaration finale des Ministres annonce clairement que "nous reconnaissons l'ampleur du problème et notre responsabilité partagée". En outre, les Ministres Norvégiens des Affaires Etrangères et de l'Environnement ont exprimé leur soutien à la réaction des Etats-Unis dans un éditorial du Norwegian Aftenposten. Dans le même sens, la déclaration des Ministres souligne que les conclusions de l'ACIA "[à partir de] l'expertise scientifique, permettront d'informer les gouvernements afin qu'ils puissent envisager et mettre en œuvre des politiques publiques sur le changement climatique".

ECO suppose que les Ministres des Affaires Etrangères des pays nordiques étaient en train de ronfler joyeusement en écoutant les berceuses américaines vantant l'action des Etats-Unis dans l'Arctique. En fait, comme le conclut le journal conservateur *Morgunbladid* dans son éditorial sur la rencontre, "les ministres ont raté une opportunité de devenir leader sur les mesures de réponses aux menaces imminentes pesant sur la biosphère de l'Arctique". Dans le même temps, l'*Aftenposten*, s'accorde avec le WWF pour décrire le résultat de la rencontre : "Une opportunité manquée".

Le CAN exhorte les gouvernements des pays Nordiques et les autres membres du conseil de l'Arctique à réagir rapidement et à condamner les tentatives actuelles des Etats-Unis qui veulent faire échouer les efforts pour stopper le changement climatique.

(...Suite de l'article "L'Arabie Saoudite est-il un pays pauvre en développement ?", recto)

The Economist a récemment calculé que l'Arabie Saoudite avait vu ses revenus du pétrole augmenter de 13 % en 2004, ce qui correspond à un surplus d'environ 10 millions de US \$. Quant à nos trois pays les moins avancés, leur PIB pour 2002 est largement en dessous de ce niveau. Cela est critique pour les pays en développement qui n'ont pas d'autres alternatives que d'utiliser des énergies fossiles. En effet, l'agence internationale de l'énergie (AIE) a récemment expliqué qu'une hausse de 10 \$US du prix du baril pèserait de 0,4 % sur la croissance du PIB des pays de l'OCDE. En ce qui concerne le PIB des pays asiatiques, cette perte pourrait s'élever à 0,8 %, et 1,6 % dans les PMA, et même à 3% en moyenne en Afrique sub-saharienne. Ces études montrent clairement que la bonne santé actuelle de l'Arabie Saoudite se fait au dépend des pays pauvres. Et malgré cela, ils ont le toupet de revendiquer une part du gâteau de l'adaptation destinée à ces mêmes pays pauvres. Quoi de plus absurde ?

(Toutes les données de cet article proviennent de l'étude 2004 de l'AEI sur les émissions liées au pétrole et autres données économiques.)

## MAFALDA

Entre la journée de conférence et la NGO Party, le samedi de Mafalda n'a pas été de tout repos. Le matin, elle participait à un groupe de contact sur le MDP : maintenant elle connaît le sujet ! Cette réunion a surtout été marqué par les interventions répétitives du délégué états-unien revenant, encore et toujours, sur la participation physique des observateurs dans les réunions du Comité exécutif. À croire qu'il souhaite réinventer le concept télé du reality-show : le reality-show avec public *in situ*. Personne dans la salle n'a osé contre-dire cet absurde concept, à l'exception des brésiliens qui ne veulent certainement pas voir ce type d'émissions débarquer chez eux ! Remuée par cette incohérente obstination (les Etats-Unis ne bénéficieront pas du MDP ne faisant pas partis du "Kyoto Club"), Mafalda se change les idées en allant à un side event où elle tombe sur des norvégiens qui expliquent quels sont les moyens pour permettre aux Etats-Unis de rentrer dans le système de marché européen, alors qu'ils ne le sont pas !

Mafalda rentre de la Conférence avec le sentiment que quelque chose ne tourne pas rond : ce pays serait-il toujours là où on ne l'attend pas ? Chasser les Yankees, ils reviennent au galop !

## Recette "Séminaires" : Rio et Kyoto

Le brûlant sujet des couloirs de la Rural porte sur la préparation des deux "séminaires gouvernementaux" de 2005 visant à poser les bases d'un dialogue sur la période post-2012 pour lutter contre le changement climatique. Les débats sont vifs sur la portée du mandat qui sera finalement la leur et s'ils auront lieu sous l'unique autorité de la Convention ou sous l'égide de cette dernière et du Protocole de Kyoto.

Pour atteindre cet objectif, certains soutiennent qu'il faut impliquer les Etats-Unis dans ce processus. Hum... Vu l'orientation de l'actuelle Administration Bush, Eco pense que ceux qui prétendent pouvoir convaincre cette Administration d'aller de l'avant sont bien naïfs... Malheureusement, toute tentative dans ce sens ne sera que pure perte et minerait à la fois le Protocole, sa crédibilité et les efforts déjà réalisés pour s'attaquer aux défis grandissants du changement climatique. Avec le nombre croissant d'impacts dévastateurs du changement climatique (qui ne sont pas de simples "variations" climatiques, comme les US semblent le penser), l'important est qu'un dialogue constructif sur le futur régime post-2012 s'initie entre les acteurs "pro-actifs". En effet, il est essentiel que les discussions se concentrent sur les moyens d'atteindre l'objectif ultime de la Convention et en particulier, sur les fondements de ce futur régime afin de limiter l'augmentation de température à 2°C. Ces séminaires devraient d'ailleurs autoriser une participation des intéressés issus de la société civile, qui parfois ont de bonnes idées (!). Enfin, pour qu'ils aient une utilité, ils devraient être liés à une décision à COP11. Menée habilement, la présidence de la prochaine négociation pourrait minimiser l'impact néfaste des sous-friffes de Bush, qui seront alors et en partie réduits à l'état d'observateurs.

## REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDD, la principauté de Monaco et ceux qui ont participé à ce numéro : Raphaëlle Gauthier, Philippe Quirion, Benoit Faraco, Emmanuel Martinez, Diane Vandaele et l'équipe de ECO anglais. ECO français est disponible sur : [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)